

LÉGATION DE SUISSE  
EN ITALIE.

R.P. no 14.

Rome, le 14 mai 1947.

CONFIDENTIEL.

\*\*\*\*\*

Démission du troisième cabinet De Gasperi.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Depuis le 1er mai sanglant de Portella delle Finestre, le troisième gouvernement de M. De Gasperi se trouvait en état de crise larvée. La crise ouverte que vous faisiez prévoir mon rapport du 8 a éclaté le 13, à 13 heures 45.

Avant de soumettre au président De Nicola la démission de son cabinet, le premier ministre, en mettant fin à une séance orageuse du conseil, déclara que l'attitude prise par le parti socialiste l'obligeait à laisser au chef de l'Etat le soin de trancher un noeud gordien inextricable.

Cette remarque se référait à un communiqué publié l'avant-veille par le groupe Nenni, accusant le chef de la démocratie chrétienne de fuir devant les responsabilités et de chercher à provoquer un éclat que l'extrême-gauche estimait parfaitement évitable.

Depuis la fin des hostilités, six ministères se sont déjà succédés en Italie. Les trois derniers furent présidés par M. De Gasperi, dont l'accession à la tête du pouvoir exécutif remonte à décembre 1945. Le cabinet qui vient de se démettre avait été formé le 2

Monsieur le Conseiller fédéral Max P e t i t p i e r r e ,  
Chef du Département politique fédéral,

B E R N E .

=====

./.

Dodis



LÉGATION DE SUISSE  
EN ITALIE

-2-

février 1947, immédiatement après la brève tournée entreprise aux Etats-Unis par son chef.

L'"Avanti" du 13 avait affirmé que le devoir du premier ministre n'était pas de provoquer une crise politique, mais de lutter avec énergie contre le péril économique et financier qui menaçait de tout emporter. M. De Gasperi fit savoir à ses collaborateurs que la méfiance ainsi exprimée par les socialistes ne lui permettait pas d'exécuter la décision prise la veille par le conseil des ministres et d'après laquelle il devait se présenter devant l'Assemblée constituante, exposer à fond la situation financière de l'Etat et ne modifier la structure du gouvernement que si les conclusions du débat qui aurait suivi son discours exigeaient un changement.

En fait, comme je vous l'ai écrit déjà, la crise avait commencé au moment où le président du Conseil manifesta l'intention d'élargir vers la droite la base parlementaire de son équipe. Ce dessein se heurta aussitôt à l'opposition très nette de la gauche. En même temps, M. De Gasperi voyait se dresser contre lui les droitiers de son propre groupe, membres de l'"Action catholique", qui pensaient avoir trouvé une occasion propice pour exclure les communistes du gouvernement, comme M. Ramadier venait de le faire à Paris. Il crut un instant pouvoir contenter tout le monde en opérant un "replâtrage" dont les victimes eussent été rem-

./.

LÉGATION DE SUISSE  
EN ITALIE

placées par des techniciens sans couleur politique.

Cette illusion ne fut pas de longue durée, car les gauches se raidirent en faisant courir le bruit que le cabinet de Washington prétendait subordonner toute assistance financière à un renforcement des éléments de droite dans la formation ministérielle. "Il est inadmissible, proclamèrent MM. Nenni et Togliatti, que l'Italie se soumette aux manœuvres de chantage d'un gouvernement étranger".

L'Amérique a-t-elle joué un rôle dans les événements de ces derniers jours? C'est difficile à dire. Je me trouvais hier à table à côté de son ambassadeur M. Dunn, assez nouveau venu à Rome. En l'entendant questionner un haut fonctionnaire du Palais Chigi, j'avais le sentiment qu'il n'en savait pas plus que l'homme de la rue sur l'origine et les causes de la crise ou qu'il jouait le naïf avec un art consommé. J'incline à croire, cependant, qu'il n'est pas intervenu pour influencer le premier ministre. En revanche, il me paraît probable que l'ambassadeur d'Italie à Washington, M. Tarchiani, venu à Rome entre deux avions il y a quelques jours, aura plaidé la cause d'un ralliement de la république à la "doctrine Truman".

Un facteur qui a pu être pris en considération par les membres démocrates chrétiens du cabinet, c'est le résultat des élections sici-

LÉGATION DE SUISSE  
EN ITALIE

-4-

liennes, lequel a confirmé que leur entente avec les communistes affaiblissait de plus en plus leur position devant le suffrage universel.

Au surplus, la crise ministérielle dérive dans une large mesure d'une crise de parti. Jusqu'à une époque récente, M. De Gasperi avait réussi tant bien que mal à neutraliser les mouvements centrifuges qui se produisaient dans ses troupes. Depuis peu, une partie de ces dernières se rebelle contre l'autorité du chef. Sur le problème gouvernemental, les démocrates chrétiens se partagent en quatre fractions : 1°) ceux qui voudraient rompre avec les communistes; 2°) ceux qui préconisent au contraire une entente plus étroite avec M. Togliatti et les siens; 3°) ceux qui pensent que le parti pourrait assumer à lui seul toutes les responsabilités du pouvoir; 4°) les partisans d'un ministère de très large concentration qui ferait appel à tous les groupes.

16 mai 1947.

Hier soir, M. De Gasperi, qui dînait chez moi, avait l'air reposé et détendu d'un homme en vacances. Il parlait avec animation et, à ceux qui lui souhaitaient de réussir à former un quatrième ministère, il répondait qu'il préférerait prendre quelque loisir. "Il m'en veut, me dit le Comte

./.

LÉGATION DE SUISSE  
EN ITALIE

-5-

Sforza, d'avoir dit au président de la République qu'il était seul capable de dénouer la crise". Mais ce sont là, je crois, des "clauses de style" qui ne correspondent à aucune réalité. Sans doute le premier ministre a-t-il commencé par demander à M. De Nicola de placer le fardeau sur d'autres épaules que les siennes. Cela ne signifie aucunement qu'il soit décidé à s'en décharger irrévocablement. D'ailleurs, l'appel du chef de l'Etat aux "anciens" de l'époque préfasciste est devenu, dans la nouvelle Italie, un rite obligatoire chaque fois qu'un président du Conseil "rend son tablier". Déjà au temps du prince Humbert, lieutenant-général du royaume, les premiers noms que l'on prononçait après une démission collective du cabinet étaient toujours ceux de MM. Orlando, Nitti, Bonomi et "tutti quanti". Qu'il en soit de même aujourd'hui ne veut pas dire qu'un quatrième ministère De Gasperi appartienne au domaine de l'impossible. La désignation d'Orlando indiquerait que l'on cherche à former un gouvernement d'union sacrée contre le péril de l'inflation. Celle de Nitti permettrait de présumer que l'on s'oriente vers un ministère de techniciens.

Pour le moment, nous en sommes à une combinaison Orlando-Nitti. Mais la crise menace d'être longue et le dénouement n'est pas encore en vue.

Veillez agréer, Monsieur  
le Conseiller fédéral, l'hommage de mon respect.

*R. d'Amico*